

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°522 – 26 janvier 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Endeavour annonce une production de plus de 33 tonnes **dans ses mines d'or en Afrique de l'Ouest**

Le 22 janvier 2024, la société canadienne Endeavour mining [a annoncé](#) avoir réalisé une production de 33 t d'or en 2023 dans ses mines en Afrique de l'ouest. Ce niveau de production est en baisse de 16,8% par rapport à 2022, du fait de la cession de 3 mines au Burkina Faso sur la période mars 2022-juin 2023, mais aussi de la contreperformance des mines de Mana (-27,2%) au Burkina Faso et de Sabodala-Massawa (-17,9%) au Sénégal. Pour 2024, la société table sur une production d'or comprise dans une fourchette de 32 – 36 t. Elle prévoit en outre un budget de 65 M USD destiné aux projets d'exploration, dont 15 M USD pour le projet Tanda-Iguela en Côte d'Ivoire qui figure parmi ses découvertes les plus prometteuses. Pour rappel, Endeavour détient 4 mines en exploitation en Afrique de l'ouest, dont deux au Burkina Faso, une en Côte d'Ivoire et une au Sénégal.

Bénin

Création de la Société béninoise de développement des semences végétales et plants

Le 24 janvier 2024, le gouvernement [a annoncé](#) la mise en place de la Société béninoise de développement des semences végétales et plants qui permettra de relever le niveau des rendements et de combler les lacunes du

Le chiffre à retenir

2,6 Mds USD

Le montant historique de l'Eurobond émis cette semaine par la Côte d'Ivoire

système semencier national actuel, dominé par l'informel. De façon spécifique, cette société va œuvrer entre autres à : (i) promouvoir le développement des variétés de semences et plants, la conservation des souches des variétés adaptées aux exigences des utilisateurs ainsi qu'au changement climatique ; (ii) créer des réseaux de collecte et de distribution des semences et plants ; (iii) installer des centres modernes de traitement, de conditionnement et de stockage/conservation des semences et plants ; (iv) renforcer les capacités de contrôle et de certification des semences végétales et plants.

Burkina Faso

Plus de 16 M EUR de la BOAD pour l'accès à l'eau

Le 24 janvier 2024, le Conseil des ministres a [approuvé](#) un projet de loi autorisant la ratification de l'accord de prêt signé le 13 octobre 2023 entre le Burkina Faso et la Banque ouest africaine de développement (BOAD) pour le financement du projet d'approvisionnement en eau potable dans les localités fragiles (PAEP-LF). Ce prêt d'un montant de 11 Mds FCFA



(16,8 M EUR), représente 95% du coût total hors taxes du PAEP-LF, évalué à 11,6 Mds FCFA (17,7 M EUR). Le reliquat sera financé par l'État burkinabè. L'objectif principal du PAEP-LF est de répondre aux besoins en eau potable des populations vivant dans 11 régions marquées par des défis sécuritaires ou des conditions hydrologiques difficiles.

Plus de 116 M USD du FIDA pour le financement de l'agriculture

Le 24 janvier 2024, le Conseil des ministres a [approuvé](#) un projet de loi autorisant la ratification de l'accord de financement signé le 11 octobre 2023 entre le Burkina Faso et le Fonds international de développement agricole (FIDA) pour le financement du Projet de renforcement de la résilience des petits producteurs (RESI-2P). Ce prêt d'un montant de 36,3 Mds FCFA (55,3 M EUR), représente 51% du coût total du projet estimé à 71,7 Mds FCFA (109,4 M EUR). Le reliquat devrait être financé par le Fonds de l'OPEP pour le développement international (22% du coût total), le Fonds pour l'environnement mondial (8%), le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (6%) et le gouvernement (12%). Le [RESI-2P](#) cible particulièrement les petits exploitants vulnérables tels que les femmes, les jeunes, les personnes en situation de handicap et les personnes déplacées internes dans les régions du Nord et du Centre-Ouest.

Côte d'Ivoire

Emission avec succès d'un Eurobond de 2,6 Mds USD

Le 22 janvier 2024, la Côte d'Ivoire a [annoncé](#) avoir levé 2,6 Mds USD sur le marché financier international. Cet emprunt a été réalisé à travers deux euro-obligations avec des maturités de 9 et 13 ans, pour des taux d'intérêt respectifs de 6,3% et 6,85% au terme une opération de couverture de change Dollar-Euro portant sur la totalité du montant émis.

L'émission a mobilisé plus de 400 investisseurs et a été sursouscrite, avec un montant d'engagements dépassant 8 Mds USD. L'essentiel de l'enveloppe servira au rachat et au refinancement d'eurobonds existants et des prêts bancaires internationaux afin d'étaler les échéances de remboursement de la dette extérieure. A noter qu'il s'agit de la 1^{ère} émission d'Eurobond pour un pays africain depuis environ deux ans.

Projet de centrale solaire à Sokhoro

Le ministre des Mines, du Pétrole et de l'Energie, a signé le 24 janvier 2024 une [convention](#) avec le groupe PFO Africa pour la construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 52 MW à Sokhoro, dans le département de Ferkessedougou (dans le nord du pays). Les travaux débuteront au 2^{ème} trimestre 2024, pour une mise en service prévue au 3^{ème} trimestre 2025. Le projet représente un coût de 39,5 Mds FCFA (60 M EUR) et sera entièrement financé par Ferké Solar, filiale du groupe PFO Africa. Le ministre a également annoncé d'autres signatures de contrats en cours d'instruction pour la réalisation de nouvelles centrales solaires d'une capacité cumulée de 600 MW et dont les mises en service auront lieu entre 2025 et 2026.

Accord de coopération avec la JICA pour favoriser la production de riz

Le ministre ivoirien des Finances et du Budget a [signé](#) le 24 janvier 2024 une convention de partenariat avec l'Agence japonaise de Coopération internationale (JICA) pour favoriser la production locale de riz. L'accord, d'un montant de 3,5 Mds FCFA (5,3 M EUR), est un projet de don de la coopération japonaise en équipements agricoles (tracteurs, motocultures et moissonneuses-batteuses) pour la promotion de la riziculture. Les sites pilotes identifiés sont les régions du Bélier et du Gbèkè. A noter que la Côte d'Ivoire vise l'autosuffisance en riz à l'horizon 2030.



Guinée

Des priorités gouvernementales orientées vers la digitalisation et la rationalisation administratives

A l'occasion du 1^{er} conseil des ministres de 2024, le Premier ministre a [énoncé](#) les priorités pour l'année. Il s'agit entre autres, au plan économique et de la gouvernance financière : (i) la restructuration de l'Electricité de Guinée (EDG) et de la Société des Eaux de Guinée (SEG); (iii) la rationalisation et la revue de la gestion administrative des établissements publics administratifs (EPA) ainsi que l'uniformisation des salaires de leurs dirigeants ; (iv) la création d'un fonds souverain ; (v) la mise en service de la plateforme centrale de paiements des avis ou autres recettes du Trésor, *Tresor Pay*, dès le 1^{er} trimestre 2024 ; (vi) la finalisation du projet de digitalisation de passations des marchés publics et la poursuite de la digitalisation des services de l'administration.

Mali

B2Gold prévoit une production en baisse pour sa mine de Fekola en 2024

Le 24 janvier 2024, l'entreprise minière canadienne B2Gold a [annoncé](#) que sa mine de Fekola a produit 16,7 t d'or en 2023, soit une légère baisse de 1,4%. Toutefois, avec ce niveau de production, la mine de Fekola contribue à 59,5% de la production totale d'or de B2Gold dans le monde. Pour 2024, l'entreprise anticipe une production en baisse (entre 13,3 et 14,2 t) pour la mine de Fekola, s'expliquant selon elle par le retard dans l'obtention d'un permis d'exploitation pour un des gisements du complexe Fekola Regional ; retard attribué à l'attente du décret d'application du nouveau code minier malien qui conditionne la délivrance des nouveaux permis miniers. Pour rappel, le complexe de Fekola est détenu à 80% par B2Gold et à 20% par l'État.

Mauritanie

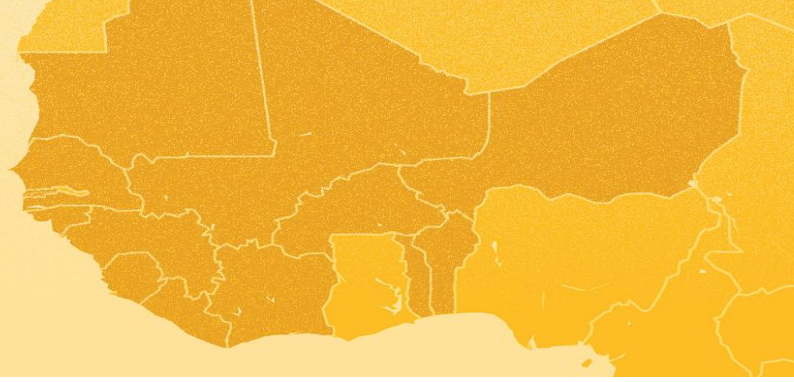
Signature de deux conventions de dons et de prêt avec la BAfD

La Mauritanie et la Banque africaine de développement (BAfD) ont signé [deux conventions de financement](#) pour le financement du Projet d'interconnexion électrique Mauritanie-Mali et de développement de centrales solaires associées (PIEMM). Le financement porte sur un don de 1,5 M USD et un prêt de 272 M USD. A ceci s'ajoute la signature récente entre les deux parties d'une convention à hauteur de 16 M USD. L'objectif est de favoriser les échanges d'énergie électrique entre la Mauritanie et le Mali, tout en développant le secteur des énergies renouvelables.

Niger

Inflation à +7,2 en g.a. en décembre 2023

Selon [l'Institut national de la Statistique \(INS\)](#), le taux d'inflation s'est établi à +7,2% en glissement annuel (g.a.) en décembre 2023, après +6,8% le mois précédent. Ce niveau d'inflation s'explique principalement par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+10,2% en g.a.) et de la catégorie "logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+12,3% en g.a.). Pour l'ensemble de l'année 2023, le taux d'inflation moyen annuel se situe +3,7% (contre +4,2% en 2022).



Sénégal

200 M USD de la Banque mondiale en soutien à la résilience des systèmes alimentaires

Le 18 janvier 2024, un financement de 200 M USD [a été approuvé](#) par la Banque mondiale, en soutien au renforcement de la résilience du système alimentaire sénégalais. Ce financement s'inscrit dans le cadre de la 3^{ème} phase du programme de résilience des systèmes alimentaires (FSRP) concernant plusieurs pays de la CEDEAO. Il vise à (i) mettre en place des services de conseil numériques afin de renforcer l'efficacité de l'agriculture ainsi que la prévention et la gestion des crises alimentaires ; (ii) renforcer les capacités d'adaptation au changement climatique et les systèmes de recherche agricole ; (iii) renforcer la gouvernance et la gestion intégrée des paysages afin d'améliorer la production alimentaire, la protection de la biodiversité, mais aussi des moyens de subsistance des populations locales. Le programme devrait bénéficier directement à près de 600 000 personnes (dont 40% de femmes) incluant des agriculteurs et éleveurs, de petits producteurs et transformateurs ainsi que de micro-entrepreneurs agricoles, des fournisseurs de services financiers et des institutions publiques et privées.

Partenariat entre la SFI et Duopharm pour la fabrication de médicaments

La Société financière internationale (SFI) s'est [engagée](#) à soutenir la société sénégalaise pharmaceutique Duopharm dans le développement d'une usine locale de fabrication de médicaments génériques. Cet appui, inscrit dans le cadre d'un partenariat technique, porte sur l'amélioration des compétences techniques locales au sein de Duopharm et de la capacité de fabrication de l'entreprise. Il vise à renforcer la production locale de médicaments au Sénégal avec l'objectif de réduire d'au moins 50% les

importations à l'horizon 2035. Pour rappel, en juin 2023, la SFI avait soutenu à hauteur de 54 M USD Fosun Pharmaceutical en Côte d'Ivoire, dans le cadre d'un projet similaire.

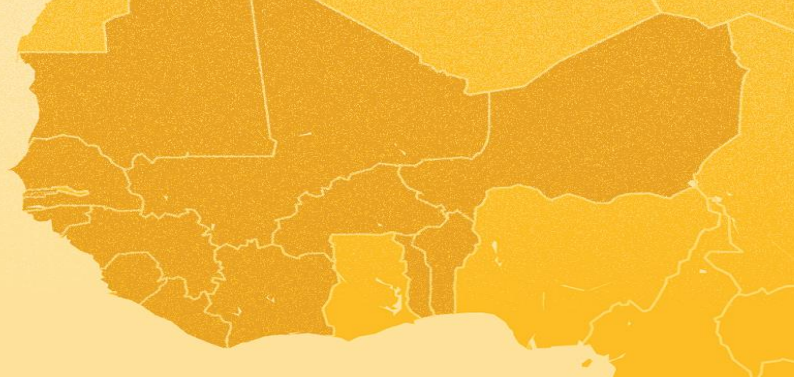
Démarrage de la construction de la centrale électrique à gaz de Saint Louis

L'entreprise turque Aksa Energy a officialisé [le démarrage](#) des travaux de développement de la centrale à gaz de Saint Louis *via* sa filiale sénégalaise NDAR Energy SA. Financé par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) à hauteur de 475 M USD, le projet comprend le développement, la conception, la construction et l'exploitation d'une centrale électrique à gaz à cycle combiné de 255 MW et d'un gazoduc. Située à proximité de la phase 1 du projet GNL GTA, partagé avec la Mauritanie, l'usine utilisera le gaz issu de ce champ et devrait démarrer ses opérations commerciales d'ici 2026. Un contrat d'achat d'électricité d'une durée de 25 ans aurait d'ores et déjà été signé entre NDAR Energy et la Société nationale d'électricité (Senelec). Le projet, annoncé en mars 2023, s'inscrit dans le cadre de la stratégie *Gas-to-power*. Il devrait contribuer à la diversification de la production d'électricité et à l'amélioration de l'accès à une énergie fiable et abordable.

Togo

20,5 M EUR d'appui budgétaire de l'Union européenne pour 2024

Le Togo [devrait bénéficier](#) d'un appui budgétaire de 13,4 Mds FCFA (20,5 M EUR) de l'Union européenne pour l'année 2024. Ce montant viendra s'ajouter aux 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) décaissés par l'UE en 2023. Ces ressources viendront soutenir les réformes inscrites dans la feuille de route gouvernementale 2025, notamment dans les domaines de la décentralisation, de l'agrobusiness durable et de l'accès aux services sociaux de base. L'ambassadeur de l'Union



européenne au Togo a rappelé dans une interview récente que cet appui budgétaire intervient sous la forme d'un don dont le décaissement est conditionné à la poursuite de certaines réformes.

Suspension de l'importation de viande de volaille surgelée

Le ministère chargé de l'Agriculture [a annoncé](#), le 24 janvier 2024, la suspension des autorisations d'importation de viande de volaille surgelée. Cette mesure est annoncée comme temporaire et vise, selon le gouvernement, à soutenir les producteurs locaux. Ces derniers rencontreraient des difficultés à écouler leur stock, estimé à 70 t et qui serait actuellement entreposé dans les chambres froides des abattoirs. La levée de la mesure est conditionnée à son épuisement. Cette mesure est également présentée comme un moyen de promouvoir la production et consommation locales.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)